

DROIT ET CROISSANCE



DÉVELOPPER L'ANALYSE ÉCONOMIQUE DU DROIT EN FRANCE ET EN EUROPE

Droit & Croissance est un laboratoire d'idées (« Think thank ») créé en 2012, indépendant et non-partisan. Droit & Croissance procède du double constat que la règle de droit peut être un levier de croissance et que le cloisonnement en France entre droit et économie nuit à la qualité du système législatif.

Ce constat a conduit un groupe d'universitaires enseignant en économie et en droit, d'avocats d'affaires et de chercheurs à s'associer pour raisonner autrement.

Grâce à une équipe pluridisciplinaire composée d'une soixantaine d'économistes et de juristes, de praticiens, de chercheurs ou de doctorants, **Droit & Croissance** intervient dans 6 domaines de recherche :

- Restructurations
- Réglementation bancaire et infrastructures de marché
- Gouvernance d'entreprise et marchés financiers
- Concurrence
- « Smart Regulation » / Droit public
- Innovation

QU'EST-CE QUE <u>L'ANALYSE ÉCONOMIQUE</u> DU DROIT ?

L'analyse économique du droit « Law & Economics » partage avec d'autres branches de l'économie, l'hypothèse selon laquelle les individus sont rationnels et réagissent aux incitations.

Elle se concentre sur l'efficacité avec laquelle les règles devraient atteindre leurs objectifs. L'apport fondamental de cette discipline est la modification des comportements pour tendre au bien-être optimal de la société pour un coût minimal.

Pour ce faire, les chercheurs en analyse économique du droit ont recours à des outils économétriques tirés de l'analyse économique tels que l'analyse empirique, statistique, la modélisation ou encore la théorie des jeux afin de formaliser l'influence du droit sur les comportements humains et leurs interactions.



• DÉVELOPPER UN CENTRE DE RECHERCHE D'EXCELLENCE EN ANALYSE ÉCONOMIQUE DU DROIT

L'ambition de **Droit & Croissance** est de devenir un centre de recherche d'excellence dans le domaine de l'analyse économique du droit ou « Law & Economics », à travers la publication d'articles de recherche, d'analyses, de commentaires et réécritures de projets d'articles de loi.

• INFLUENCER LES POUVOIRS PUBLICS

Droit & Croissance veut être un outil d'aide à la décision encourageant les pouvoirs publics à raisonner d'abord en termes d'efficacité. Droit & Croissance porte ainsi une attention particulière à la formulation de recommandations concrètes au travers de ses différents travaux, de ses réponses à des consultations publiques ou d'échanges plus informels avec différents ministères.

• SYSTÉMATISER L'ANALYSE ÉCONOMIQUE DU CADRE JURIDIQUE NATIONAL

Le système juridique français est aujourd'hui inégalement adapté aux évolutions de l'économie et de la finance. Par son effort de vulgarisation, **Droit & Croissance** entend démocratiser et systématiser l'usage de l'analyse économique du droit dans la construction du corpus législatif français et dans le dialogue entre les parties prenantes (gouvernement, parlement, entreprises, groupements professionnels).

UNE ÉQUIPE AU SERVICE DE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL

COMITÉ DE DIRECTION

Le comité de direction est l'instance chargée de fixer les grandes orientations stratégiques, de décider de la politique de recherche et de faciliter la levée de fonds de **Droit & Croissance**. Il se réunit trois fois par an.

Sophie Vermeille	Fondatrice et présidente, avocate, chercheur au Laboratoire d'économie du droit de Paris 2, chargée d'enseignement à HEC
Thomas Philippon	Vice-président, professeur de finance à la Stern Business School, New York University
Yann Coatanlem	Managing director, Citigroup, New York
Jacques Delpla	Professeur d'économie associé à la Toulouse School of Economics
Benjamin Frémaux	Managing director chez Messier Maris Associés
Frank Gentin	Entrepreneur, président honoraire du Tribunal de Commerce de Paris
Isabelle Roux-Chenu	Head of group commercial & contract management, senior advisor to the group chairman & CEO, Cap Gemini
Emmanuelle Mignon	Avocate associée au cabinet August & Debouzy
Ludovic Subran	Global head of macroeconomic research chez Allianz et chief economist d'Euler Hermes Group
Delphine D'Amarzit	Directeur général délégué de Orange Bank
Bernard Desolneux	Directeur
Mathieu Luinaud	Secrétaire général

COMITÉ D'ORIENTATION

Le comité d'orientation est l'instance chargée d'émettre des propositions sur les projets de recherche de **Droit & Croissance**. Certains de ses membres participent directement aux travaux de **Droit & Croissance**. Il se réunit une fois par an.

William Azan	Avocat, associé chez U-will
Alain Bloch	Directeur d'HEC Entrepreneurs, co-fondateur d'HEC Family Business
Thomas Bourveau	Professeur assistant à la School of Business and Management de la Hong Kong University of Science and Technology
Luca Enriques	Professeur à la Faculté de droit de l'Université d'Oxford
Olivier Fréget	Avocat, associé chez Freget-Tasso de Panafieu
Aurelio Gurrea-Martinez	Chercheur au sein du programme de Corporate Gourvernance à la Faculté de Harvard
Olivier Jouffroy	Avocat, counsel chez Clifford Chance Paris
Augustin Landier	Professeur d'économie à la Toulouse School of Economics et HEC
Benjamin Le Pendeven	Enseignant-chercheur à Audencia Business School
Olivier Lecomte	Professeur de finance à l'École Centrale de Paris
Ejan Mackaay	Professeur de droit à l'Université de Montréal
Anne Perrot	Economiste, associée de MAPP, enseignante à l'École d'Economie de Paris, à la Brussels School of Competition et à Sciences Po Paris
Alain Pietrancosta	Professeur à l'École de droit de la Sorbonne
Guillaume Sarlat	Conseil en stratégie à Londres, du cabinet éponyme
Thibault Schrepel	Avocat chez PwC Société d'Avocats, docteur en droit (Europe & US)
Felix Steffek	Maître de conférences à la Faculté de droit de Cambridge et membre senior du Newham College de Cambridge
Adrien Tenne	Haut-fonctionnaire auprès d'une Banque Centrale de l'Eurosystem
Florence Thépot	Maître de conférences à l'Université de Glasgow
Philippe Tibi	Professeur de finance à l'École Polytechnique et à Sciences Po Paris et dirigeant de « Pergamon Campus »
Hubert de Vauplane	Avocat, associé chez Kramer Levin
Marco Ventoruzzo	Professeur à l'Université de Bocconi à Milan et professeur à la Faculté de droit de l'Université de Penn State (États-Unis)
	·

L'ÉQUIPE DE PERMANENTS

L'équipe de permanents de **Droit & Croissance** est composée de personnes venant du monde professionnel et du milieu académique, issues de formations diverses, en droit, économie et finance.

MEMBRES

Chercheurs:

une quinzaine de chercheurs et de professionnels du droit et de la finance;

Gestion:

une équipe en charge de la gestion interne de Droit ϑ Croissance et de l'organisation de ses différentes manifestations.



QUELQUES EXEMPLES D'ACTIONS MENÉES

• CONSULTATION SUR LE VOLET DÉFAILLANCES BANCAIRES DU PROJET DE LA LOI BANCAIRE

Dans le cadre de la préparation de la loi de séparation et de régulation des activités bancaires fin 2012, le cabinet du Ministre de l'Économie et des Finances, chargé de la réforme des mécanismes de résolution des défaillances bancaires a consulté **Droit & Croissance** sur la partie du projet de loi consacrée à la résolution des faillites bancaires.

Droit & Croissance a fait, par l'intermédiaire de Thomas Philippon et Aude Salord, des propositions afin d'améliorer le cadre juridique existant, notamment celui du « bail-in » dont l'objectif est de forcer les créanciers et actionnaires de l'établissement financier défaillant à absorber les pertes, et ce avant toute intervention publique. Le rapport de Thomas Philippon et Aude Salord donne un compterendu critique de l'avancée de l'Union Bancaire Européenne (tant sur le volet supervision, que sur le volet résolution) en prenant comme point de comparaison la réglementation bancaire américaine.

SMART REGULATION

Le groupe Smart Regulation de Droit & Croissance a publié début 2016 une note intitulée « *Un droit pour l'innovation et la croissance* », en partenariat avec la Fondapol.

Cette note entend souligner le besoin de disposer en France d'un cadre normatif adapté à une économie située à la frontière technologique : les prochaines vagues d'innovation, enjeu de compétitivité et de productivité de son économie, exigeront de nouvelles règles et l'adaptation de celles préexistantes.

Cette note a été traduite en anglais et publiée par le site de la Oxford Business Law review sous le titre « *French Institutions, Innovation, and Growth* ».

A la rentrée 2017 est sortie une note prolongeant ces développements, mettant l'accent sur les outils juridiques disponibles pour les pouvoirs publics ou qui mériteraient d'être développés, afin d'intégrer notamment les dernières avancées en matière d'économie comportementale et expérimentale au service d'une norme plus adaptée, et adaptable, aux défis de l'économie du XXIe siècle.

• CONSULTATION LORS DE LA RÉFORME DU DROIT DES PROCÉDURES COLLECTIVES

Dans le cadre de la réforme du droit des faillites, **Droit & Croissance** a été consulté par le Ministère de la Justice, le Ministère de l'Économie et des Finances, ainsi que par le Conseil d'Analyse Économique, dont la note publiée en juin 2013 est en ligne avec les analyses de **Droit & Croissance**.

Droit & Croissance a publié plusieurs études mettant en évidence le lien existant entre le surendettement des entreprises et les difficultés de financement des projets créateurs de valeur, appelant ainsi à une réforme ambitieuse du droit des faillites.

Reconnu pour son expertise en matière de droit des entreprises en difficulté, **Droit & Croissance** est notamment intervenu en juillet 2016 à la Commission européenne lors d'une conférence sur l'harmonisation des régimes d'insolvabilité dans l'Union Européenne et en décembre 2016 à la Banque Centrale Européenne.

Droit & Croissance est activement engagé dans les discussions en cours en vue d'harmoniser les différents droits des entreprises en difficulté en Europe.

Droit & Croissance échange régulièrement à ce sujet avec les institutions européennes (Commission européenne, Parlement européen) et françaises (Chancellerie, Ministère de l'Economie et des Finances, Services du Premier Ministre, Présidence de la République).

Les propositions faites par la Commission européenne le 22 novembre 2016 sont d'ailleurs en ligne avec les recommandations faites par **Droit & Croissance** ces dernières années et appellent à un changement profond d'approche du droit des entreprises en difficulté en France.

CONSULTATION SUR LE PLAN D'ACTIONS POUR LA SIMPLIFICATION ET LA SECURISATION DE LA VIE DES ENTREPRISES

Droit & Croissance a été consulté à la demande du Secrétariat Général pour la Modernisation de l'Action Publique lors de l'élaboration du plan d'actions pour la simplification et la sécurisation de la vie des entreprises.

• GOUVERNANCE D'ENTREPRISE ET MARCHÉS FINANCIERS

Droit & Croissance échange régulièrement avec les pouvoirs publics français et européens sur la question de la protection des droits des investisseurs et prépare actuellement un certain nombre de recommandations.



TRAVAUX DE RECHERCHE EN COURS

UN PARTENAIRE FIABLE ET TRANSPARENT

Droit & Croissance entreprend en 2017 plusieurs travaux de recherche sur les thèmes suivants :

- Les conditions d'intervention de l'Etat actionnaire et le régime des Aides d'Etat ;
- Les restructurations de dettes souveraines ;
- Les droits des actionnaires minoritaires sur les sociétés cotées ;
- Les normes comptables et les prêts non performants ;
- Les limites du mécanisme de résolution bancaire ;
- L'Union des Marchés de Capitaux ;
- Le droit de la concurrence et les prix de transfert ;
- Droit de la concurrence et économie numérique ;
- Le droit de la concurrence et l'énergie ;
- Les études d'impact et les instruments de « Smart Regulation » (en partenariat avec la Fondapol).

Par ailleurs, Droit & Croissance et France Stratégie collaborent en vue de la production d'études économétriques permettant d'évaluer les conséquences du droit des faillites sur l'économie.

Droit & Croissance est un institut soutenu par les dons de nos différents partenaires, acteurs privés cotisant à titre individuel, cabinets d'avocats, entreprises, fondations, institutions financières, instituts de recherche, Universités et Grandes Écoles etc. Tous ces acteurs de l'économie et du droit contribuent aux réflexions et aux débats qui visent à améliorer l'efficacité des politiques.

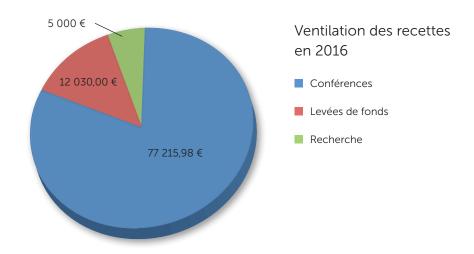
C'est grâce à leur confiance et leur soutien que **Droit & Croissance** peut fonctionner de manière autonome et avec une véritable liberté. **Droit & Croissance** est animé par des valeurs éthiques fortes, associées à une gestion transparente. Les comptes sont publiés annuellement.

SITUATION FINANCIÈRE 31 DECEMBRE 2016

Au 31 décembre 2016, la situation financière de **Droit & Croissance** indique un solde créditeur de 9 658,76 €. Notre levée de fonds s'élève à 94 245,98 € pour 127 080,78 € de dépenses sur l'ensemble de l'année 2016

En 2016, les recettes de **Droit & Croissance** s'élèvent à 94 245,98 € et se répartissent ainsi :

- 77 215,98 € collectés grâce au sponsoring de notre conférence restructuring, soit environ 82 % des recettes totales, contre 71 % en 2015 ;
- 12 030 € de dons et cotisations ;
- 5 000 € collectés grâce à des commandes de publications. Ce poste de recettes augmente, puisqu'il s'élevait à 4 118 € l'an dernier. Cela confirme le sérieux du travail de D&C et la renommée de son expertise.



Les dépenses concernent essentiellement :

- L'organisation de conférences autour de thématiques d'intervention de l'institut ;
- La rémunération des rédacteurs d'articles de recherche publiés par Droit & Croissance ;
- Les frais de déplacement occasionnés lors de conférences données par ses membres ;
- La traduction des articles.

Ces différents postes de dépenses sont indispensables à l'accroissement de la notoriété, la visibilité et la légitimité de **Droit & Croissance**, tant en France qu'à l'étranger. Ils concourent également à élargir son réseau de chercheurs.

• PERSPECTIVES 2017

Droit & Croissance souhaite poursuivre le renforcement de son pôle de recherche, en rémunérant davantage ses auteurs ne disposant pas de revenu complémentaire significatif.

Droit & Croissance entend cette année publier dans des domaines plus variés, en complément de son cadre d'expertise initial avec le droit des entreprises. Droit & Croissance mettra ainsi l'accent sur les thèmes suivants :

- Gouvernance d'entreprise et droits des minoritaires, il s'agira de faire évoluer le cadre juridique afin d'encourager une répartition plus large du capital des entreprises, permettant un accroissement de la liquidité;
- Restructuration de dettes souveraines, à l'appui des enseignements en matière de restructuration obligataire de dettes d'entreprise;
- Mécanismes de résolution bancaire, il s'agit de proposer des améliorations au cadre juridique européen ;
- Concurrence et numérique : l'économie numérique prépare de grandes transformations qui sauront bouleverser le droit de la concurrence tel que nous le connaissons aujourd'hui.

Droit & Croissance souhaite enfin accroître encore son influence sur les pouvoirs publics et espère à cet égard faire évoluer son comité de direction en ce sens.

ÊTRE PARTENAIRE

SOUTENIR DROIT & CROISSANCE

Une piste s'ouvre aux acteurs publics et privés désireux d'inscrire leurs actions dans un cadre concret et cohérent, permettant à la France d'engager des réformes conceptuelles d'envergure qui lui feront retrouver le chemin de la croissance.

Devenir partenaire, c'est :

- Promouvoir un droit économiquement efficace.
- Organiser et participer aux événements de **Droit & Croissance** (conférences, dîners...) avec des intervenants prestigieux.
- Obtenir une information juridique de qualité sur les débats de fond, via notamment la newsletter.
- Bénéficier de formations internes
- Échanger dans le cadre du réseau **Droit & Croissance**. avec de jeunes diplômés, des professionnels de secteurs variés et des représentants des pouvoirs publics.



Pour renforcer son indépendance, consolider son influence et contribuer à son ambition de relever le défi de la croissance en France, Droit & Croissance a besoin du soutien des entreprises et des particuliers. Droit & Croissance les invite régulièrement à participer à ses manifestations et à renforcer son rayonnement intellectuel par une plus large diffusion de ses publications.

• Vous êtes une entreprise, un organisme, une association

En soutenant l'action de **Droit & Croissance**, les entreprises assujetties à l'impôt peuvent bénéficier d'une déduction fiscale égale à 60 % du montant du don dans la limite d'un plafond de 5 ‰ (5 pour mille) du chiffre d'affaires hors taxes annuel. Un reçu fiscal vous sera délivré.

Dans le cas d'un don de 10 000 €, une déduction de 6 000€ d'impôt est possible, pour un coût final après déduction fiscale de 4 000 € à votre entreprise.

• Vous êtes un particulier

En soutenant l'action de **Droit & Croissance**, vous bénéficiez d'une déduction fiscale de 66% du montant de votre don sur l'impôt sur le revenu, dans la limite de 20% du revenu imposable. Un reçu fiscal vous sera délivré.

Dans le cas d'un don de 1 000 €, une déduction de 660 € est possible, pour un coût final après déduction fiscale de 340 €.

• Trois possibilités pour faire un don

Par chèque bancaire : en renvoyant vos coordonnées accompagnées d'un chèque en euros à l'ordre de « Droit & Croissance » à l'adresse suivante : « Droit & Croissance », C/o Institut Louis Bachelier, 28 place de la Bourse, 75002 Paris, France.

Par virement bancaire: CIC PARIS MARCEAU/ IBAN: FR7630066104810002015020178 - BIC: CMCIFRPP

Par paiement sécurisé en ligne (Paypal) :

directement sur notre site www.droitetcroissance.fr /partenaires/devenir-partenaire-2/».







ALVAREZ & MARSAL





DROIT ET CROISSANCE

PRÉSIDENTE : Sophie Vermeille

svermeille@droitetcroissance.fr

SECRETAIRE GÉNÉRAL / Mathieu Luinaud

RECHERCHE: mluinaud@droitetcroissance.fr

DIRECTEUR: Bernard Desolneux

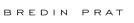
bedesolneux@droitetcroissance.fr

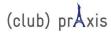
RELATIONS PRESSE: Florence Henriet

florence@droitetcroissance.fr

TRÉSORERIE : Gaëlle Gicquel

ggicquel@droitetcroissance.fr



































DROIT ET CROISSANCE

Institut Droit & Croissance C/o Institut Louis Bachelier Palais Brongniart - 28 place de la Bourse - 75002 Paris

www.droitetcroissance.fr









